DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE - 2e Circonscription

Élections Législatives

SCRUTIN DU 5 MARS 1967

Un Choix simple et clair.

Garder les institutions de la Vme République mais changer la majorité

Quatre candidats pour la même circonscription, cela peut paraître beaucoup En fait, le choix n'est pas si difficile. Les électeurs qui veulent remettre en cause plus ou moins profondément les institutions de la Vme République voteront pour le candidat du Parti Communiste ou celui de la Fédération de la Gauche. Ceux qui veulent garder les institutions auront le choix entre deux solutions : ou bien ils voudront reconduire la majorité sortante qui s'est arrogée quelque peu abusivement l'étiquette " Vme République " ou bien ils voudront la changer.

Etant donné que la majorité " Vme République " vient d'exercer le pouvoir pendant plus de cinq années, l'électeur est en mesure de la juger non sur des comparaisons trop faciles avec un passé déjà lointain mais sur son propre bilan.

Les besoins réels du pays n'ont pas été satisfaits par la politique de la majorité sortante : la prospérité économique et la justice sociale ont été sacrifiées à un nationalisme ombrageux.

Si ce bilan comporte des réalisations, il comporte aussi de graves lacunes. Il est en réalité le bilan d'une majorité soumise inconditionnellement à un seul homme, qui a tendance à mener les affaires françaises comme si nous vivions encore au XIXe siècle et dans la méconnaissance des besoins et des problèmes réels du pays. Les besoins réels du pays ne sont pas la force de frappe ni la poursuite d'une politique étrangère d'isolement et de nationalisme ombrageux. Ils sont le besoin de logements, le besoin d'instruction et de formation professionnelle, le besoin d'équipements sociaux, le besoin d'expansion pour l'industrie, le commerce et l'agriculture, dans le cadre élargi d'une Europe unifiée ; enfin le besoin de justice pour les catégories sociales et les régions les moins favorisées.

Le Sud-Vendéen a particulièrement souffert : son développement fait apparaître de graves retards.

Le Sud-Vendéen, tout particulièrement, souffre de graves retards dans son développement : l'industrialisation nécessaire y est à peine démarrée, les jeunes n'y trouvent pas d'emploi et sont obligés de s'expatrier ; la modernisation de l'agriculture ne peut progresser faute de crédits suffisants, l'aménagement des marais piétine ; le réseau téléphonique est saturé, les routes et les chemins sont vétustes, les virtualités touristiques sont mal exploitées.

Il faut constituer une majorité qui place les vrais besoins du Pays au premier rang.

L'objectif du Centre Démocrate est précisément d'exiger la constitution d'une majorité qui place les vrais besoins du pays et de ses régions au premier rang de la politique française, assuré que la vraie indépendance et la vraie grandeur ne peuvent avoir d'autres bases.

Le Centre Démocrate propose :
Démocratie et libertés locales.

Il propose de réaliser une grande Démocratie moderne où la stabilité soit assurée et où le droit des citoyens d'être impartialement informés soit respecté. Il veut redonner vie à nos régions et à nos communes.

Expansion économique et progrès social.

Il veut stimuler l'expansion en encourageant les initiatives privées ; orienter l'action de l'Etat vers des investissements utiles ; réduire les disparités injustes dont souffrent certaines catégories sociales : agriculteurs, familles nombreuses, personnes âgées.

Pour le Sud-Vendéen, il propose une accélération de l'industrialisation, un effort de modernisation de l'agriculture qui seul peut conduire à une revalorisation du revenu agricole, un développement de la formation professionnelle, des travaux d'envergure pour la fertilisation des marais et la défense contre la mer.

Europe et Paix.

Dans le domaine des relations internationales, il veut construire des Etats-Unis d'Europe, qui seuls peuvent être aux dimensions du monde moderne ; renforcer la coopération et l'organisation internationales ; rester fidèles à la vocation pacifique de la France qui lui a valu tant de prestige.

Il faut un changement substantiel.

Il s'agit donc non pas de quelques " additions " mais d'un changement substantiel dans la politique française. Il s'agit de choisir entre :

1° - **D'une part le maintien au pouvoir de la majorité sortente,** c'est-à-dire la continuation de la politique suivie depuis cinq ans. C'est ce que propose le candidat investi par la Vme République, Monsieur BOUSSEAU.

2° - **D'autre part, l'élection de députés qui exigeront la constitution d'une majorité nouvelle** pour la réalisation d'une politique nouvelle dans le cadre des institutions actuelles. C'est ce que Monsieur CAREIL et moi-même proposons aux électeurs.

Tel est le problème dans sa vérité. Les électeurs satisfaits adopteront la première solution, les autres la seconde. On trompe gravement ces derniers quand on veut leur faire croire qu'il est possible à la fois d'être investi par la majorité sortante et d'obtenir un changement substantiel de la politique suivie par celle-ci. L'investiture Vme République est sans doute une cage dorée mais c'est tout de même une cage et on ne peut pas être à la fois dedans et dehors.

La majorité actuelle est incapable d'infléchir la politique de la France.

L'incapacité dans laquelle ont été les députés de la majorité d'infléchir la politique du Général de Gaulle, même lorsque cela leur semblait utile, donne la mesure de ce qu'on peut attendre d'eux pour l'avenir.

Aussi importe-t-il d'opter pour le candidat qui présente les garanties les plus grandes de sérieux dans sa volonté de maintenir la stabilité, mais aussi dans sa détermination de parvenir à un progrès économique et social réel.

Il faut une équipe nouvelle, décidée à exiger une politique d'efficacité économique et sociale.

Il est bon d'ailleurs que les choses soient ainsi car il ne serait ni sain ni honnête que les solutions proposées aux électeurs soient équivoques ; elles sont claires. Entre le maintien en place d'une équipe, obéissante mais impuissante à résoudre les problèmes vitaux du pays, et la formation d'une équipe nouvelle, respectueuse du Chef de l'État, mais décidée à exiger une politique d'efficacité économique et sociale ; les électeurs n'auront qu'à choisir.

Georges MESMIN

Candidat du **Centre Démocrate**

aux Elections Législatives

Secrétaire Général du Bureau de Recherches Géologiques et Minières
Ancien Directeur au Ministère de l'Education Nationale
Chevalier de l'Ordre de la Santé Publique
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Commandeur de l'Ordre des Palmes Académiques

Fontenay - Imp LORIOU - Place du Marronnier - Tél 1-55